
PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES AFFAIRES SANITAIRES
ET SOCIALES

A R R E T E

Autorisation d'exploitation d'une déchetterie à CALLAC

LE PREFET
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
- VU la loi n° 92.3 du 3 janvier sur l'eau ;
- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour son application,
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des Installations Classées,
- VU La loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
- VU l'arrêté du 2 avril 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710,
- VU l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- VU la demande présentée par le SIVOM de CALLAC en vue d'être autorisé à exploiter une déchetterie sur la commune de CALLAC,
- VU les plans et documents annexés à cette demande,
- VU les résultats de l'enquête publique en mairie de CALLAC du 15 février au 17 mars 1999,
- VU les délibérations des conseils municipaux de CALLAC en date du 25 février 1999 et de SAINT-SERVAIS en date du 22 mars 1999,
- VU L'avis du Commissaire-Enquêteur du 26 mars 1999,



REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Egalité Fraternité

- VU les avis émis par :
- le Directeur de l'Agriculture et de la Forêt en date du 9 février 1999,
 - le Service de Protection Civile de la Préfecture en date du 25 janvier 1999,
 - le Directeur départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle en date du 9 février 1999,
 - le Directeur Régional de l'Environnement du 9 avril 1999,
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en application de l'article 10 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, en date du 22 avril 1999 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 28 mai 1999 ;

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture des COTES-d'ARMOR,

ARRETE

Art. 1 - Le SIVOM de CALLAC est autorisé à exploiter sur la zone artisanale de Kerguniou, sur la commune de CALLAC, une déchetterie de 5 380 m², soumise à autorisation au titre de la rubrique n° 2710 de la nomenclature susvisée.

Art. 2 - DISPOSITIONS GENERALES

2-1- Conformité au dossier d'autorisation :

L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints à la demande, et respecter les dispositions du présent arrêté.

De plus, les installations seront réalisées, équipées et exploitées de manière à éviter que leur fonctionnement puisse être à l'origine des dangers et inconvénients cités à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

2-2- Modifications

Toute modification apportée à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, doit être portée à la connaissance du Préfet avant réalisation, avec tous les éléments d'appréciation. Tout changement notable des éléments du dossier d'autorisation initial devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

2-3- Dossier Installation Classée

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comprenant les documents suivants:

- le dossier d'autorisation,
- les plans tenus à jour,
- l'arrêté d'autorisation et ses modificatifs éventuels,
- les résultats des différentes mesures,
- les documents prévus aux articles 5-3, 5-5, 5-6 et 6-5.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

2-5- Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

L'exploitant est tenu de déclarer sans délais à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement des Installations Classées et de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 .

2-6- Changement d'exploitant

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration, adressée par le nouvel exploitant, au Préfet, dans le délai d'un mois qui suit cette modification.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

2-7- Cessation d'activité

Lors de la cessation d'activité, l'exploitant en informe le Préfet au moins un mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.

Art. 3- DECHETS

3-1- Déchets admis

L'installation est autorisée à recevoir les produits suivants :

- les encombrants, tout-venants incinérables ou non incinérables,
- les déchets de jardin,
- les déchets de démolition, déblais, gravats, terre,
- le bois, les métaux, les papiers, les cartons, les plastiques, les verres,
- les déchets ménagers spéciaux : les huiles usagées, les piles et batteries, les solvants, les peintures, les acides et bases, les produits phytosanitaires.

3-2- Déchets résultant d'un déversement accidentel

Les déchets provenant d'un déversement accidentel doivent être éliminés dans des installations propres à les éliminer. L'exploitant devra être en mesure d'en justifier l'élimination.

3-3- Brûlage

Le brûlage des déchets est interdit.

3-4- Traitements particuliers

Il est interdit de procéder dans l'installation à toute opération de traitement des déchets, sauf broyage des déchets végétaux.

Tout transvasement, déconditionnement, reconditionnement, prétraitement ou traitement de déchets ménagers spéciaux est interdit dans l'enceinte de la déchetterie, à l'exclusion du transvasement des huiles.

Tout emballage qui fuit sera placé dans un récipient ou un autre emballage approprié.

Si la récupération des chlorofluorures contenus dans les réfrigérateurs apportés est pratiquée, elle doit être effectuée dans des conditions garantissant l'absence de rejet de ces produits dans l'atmosphère.

3-5- Evacuation des encombrants, matériaux ou produits

Un contrôle de l'état de remplissage des différents casiers, bennes et conteneurs est réalisé périodiquement par l'exploitant.

Les déchets doivent être périodiquement évacués vers les installations de valorisation, de traitement ou de stockage adaptées et autorisées à les recevoir, selon le dossier présenté.

Les déchets de jardins broyés seront évacués dans un délai inférieur à 15 j.

Les pelouses seront collectées dans des bennes étanches et évacuées chaque semaine.
Les déchets ménagers spéciaux sont évacués au plus tard tous les trois mois.

Les quantités maximales de certains déchets ménagers spéciaux susceptibles d'être stockés dans la déchetterie sont fixés de la façon suivante :

- 150 batteries,
- 20 kg de mercure
- 3 tonnes de peinture,
- 5 tonnes d'huile usagées,
- 1 tonne de piles usagées,
- 1 tonne au total d'autres déchets.

Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité exclusive de l'exploitant.

Les documents justificatifs de cette élimination doivent être annexés au registre prévu au point 5-5.

Art. 4 - AMENAGEMENT

4-1- Implantation

L'ensemble des installations (quai, voiries, bâtiment, zones de stockage, parkings, postes de lavage, ...) doit être implanté à une distance d'au moins 2 mètres des limites de propriété, sauf celles séparant la voie publique.

Les déchets ménagers spéciaux seront stockés :

- dans une armoire spéciale, conformément au dossier, distante d'au moins 6 mètres des limites de propriété, ou
- dans la partie du local d'exploitation, réservée à cet effet, pour les batteries et les piles.

4-2- Accessibilité:

Les bâtiments et aires de stockage doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

La plate-forme de déchargement des véhicules utilisée par le public est équipée de dispositifs destinés à éviter la chute d'un véhicule en cas de fausse manoeuvre.

Conformément au dossier présenté, l'installation sera entourée d'une clôture, complétée par des plantations propres à limiter l'impact visuel.

Les haies arbustives seront prolongées au niveau de la pointe "Est" et de la parcelle afin de protéger au mieux la ferme de Kerguiniou.

En dehors des heures d'ouverture, le portail sera fermé à clef. Ces équipements devront interdire l'accès à toute personne ou véhicule en dehors des heures d'ouverture.

4-3- Ventilation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, le local de stockage doit être convenablement ventilé pour éviter tout risque possible.

L'armoire spécifique aux déchets ménagers spéciaux devra être conçue et implantée de façon à éviter tout écart de température susceptible de créer un danger supplémentaire d'incendie ou d'explosion.

4-4- Installations électriques

Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

4-5 - Rétention des aires et local de travail

Le sol des aires et local de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont traités conformément au point 3-2.

4-6- Cuvettes de rétention

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50% de la capacité globale des réservoirs associés.

Le réservoir fixe de stockage des huiles de vidange sera muni d'une jauge de niveau.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 l, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égale soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 l, soit à 20% de la capacité totale avec un minimum de 800 l si cette capacité excède 800 l.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même capacité de rétention.

La zone de stockage des déchets ménagers spéciaux est conçue de façon à ce qu'ils soient abrités de la pluie afin d'éviter toute accumulation d'eau dans la cuvette de rétention.

Art. 5 - EXPLOITATION - ENTRETIEN

5-1- Surveillance de l'exploitation

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits stockés dans l'installation.

5-2- Contrôle de l'accès

Les jours et heures d'ouverture ainsi que la liste des matériaux, objets ou produits acceptés conformément à la déclaration, sont affichés visiblement à l'entrée de la déchetterie. Un dispositif permanent d'affichage et de signalisation informe le public sur les modalités de circulation et de dépôt.

5-2-1- Apport de déchets ménagers spéciaux

L'acceptation des déchets ménagers spéciaux, prévus au dossier, est subordonnée à la mise en place d'une structure d'accueil capable d'assurer une bonne gestion de ces produits.

Tout apport de déchets ménagers spéciaux fait l'objet d'une surveillance particulière. A l'exclusion des huiles et des piles, ces déchets sont réceptionnés par le personnel habilité de la déchetterie qui est chargé de les ranger dans leurs lieux spécifiques de stockage selon leur compatibilité et leur nature. Ils ne doivent en aucun cas être stockés à même le sol.

Les modalités et la nature des apports doivent faire l'objet d'une surveillance par des moyens appropriés aux risques et à la taille de l'installation. Dans tous les cas, les lieux de stockage doivent être rendus inaccessibles au public.

Pour les huiles usagées, une information notamment par affichage à côté du conteneur, attirera l'attention du public sur les risques et sur l'interdiction formelle de tout mélange avec d'autres huiles.

Les récipients ayant servi à l'apport par le public ne doivent pas être abandonnés en vrac sur les aires de dépôt et de stockage. L'exploitant doit mettre à la disposition du public des conteneurs en vue d'assurer un stockage correct de ces récipients.

5-2-2- Autres déchets

Les autres déchets doivent être déposés directement par le public dans autant de casiers ou conteneurs spécifiques qu'il est nécessaire. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol.

5-3- Connaissance des produits - Etiquetage

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation.

L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés au stockage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés; les réceptacles des déchets ménagers spéciaux doivent comporter, s'il y a lieu, un système d'identification des dangers inhérents aux différents produits stockés.

5-4- Propreté

Les locaux, les voiries et les aires de dépôt doivent être maintenus propres.

Toute disposition doit être prise pour éviter l'envol ou le déversement de matériaux, objets ou produits hors des casiers ou conteneurs. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Les bennes, casiers ou conteneurs doivent être conçus pour pouvoir être vidés et nettoyés aisément et totalement.

L'exploitant veille à la mise en état de dératisation de l'installation.

Tout dégagement d'odeur doit être immédiatement combattu par des moyens efficaces.

Toute opération de récupération dans l'enceinte de la déchetterie se fait sous la responsabilité de l'exploitant.

5-5- Registre

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature, la quantité et la destination des déchets stockés et évacués vers des centres de regroupement, de traitement, ou de stockage autorisés. Cet état est tenu à la disposition permanente de l'Inspecteur des Installations Classées.

A cet état sont annexés les justificatifs de l'élimination des déchets (à conserver 3 ans).

5-6- Vérification des installations électriques

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur mise en place ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixées par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

Art. 6 - EAU

6-1 Eau potable

Le réseau d'eau potable desservant la zone artisanale sera prolongé jusqu'à la déchetterie. Un dispositif anti retour sera mis en place avant raccord au réseau public d'eau potable.

6-2 Réseau incendie

L'usage du réseau d'incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

6-3 Eaux pluviales

Les eaux de ruissellement sur les cours haute et basse seront recueillies gravitairement par un dispositif de grilles et de canalisations. Elles rejoindront le fossé longeant la voie communale n° 3 de la zone d'activités après passage par un débourbeur-déshuileur. Le fossé appartient au bassin versant de l'HYERE.

Les eaux issues du stockage des déchets végétaux seront dirigées gravitairement vers des regards à grille et envoyées vers le fossé précité.

Les rejets aboutissant au milieu naturel devront respecter les valeurs suivantes :

- MES : < 100 mg/l
- hydrocarbures totaux : < 10 mg/l
- DCO : < 300 mg/l
- DBO5 : < 100 mg/l
- pH : 5,5 - 8,5

Ces valeurs devront être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne devra dépasser le double des valeurs limites de concentration. Les points de rejets devront être aménagés pour permettre un prélèvement aisé des échantillons.

6-4 Eaux usées

Les eaux usées sanitaires seront envoyées vers le réseau d'assainissement de la zone artisanale (à prolonger) qui aboutit à la station d'épuration de CALLAC.

6-5 Pollutions accidentelles

Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.) déversement de matières dangereuses dans les égouts ou le milieu naturel.

Art. 7 - AIR - ODEURS

Les installations doivent être exploitées de manière à éviter l'émission de poussière et odeurs, ainsi que l'envol de matériaux.

Les déchets fermentescibles seront évacués aussi rapidement que possible, et à une fréquence supérieure à celle prévue dans le dossier en cas de besoin.

Art. 8 - BRUIT

8-1 Valeurs limites de bruit

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou sol-dienne susceptible de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

L'installation devra respecter les prescriptions de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement..

Les installations ne fonctionneront que pendant la période de jour et l'enlèvement des déchets aura lieu de 8 à 18 H.

Le broyage des déchets végétaux ne sera réalisé que ponctuellement.

L'émergence sonore au droit des habitations ne devra pas dépasser 5 dB(A) pendant la période de l'exploitation de la déchetterie.

8-2 Véhicules-Engins de chantier

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation doivent être conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirène, avertisseur, haut-parleur, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

8-3 Vibrations

Les règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 sont applicables.

8-4 Mesures de bruit

Les mesures de bruit sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.

Art. 9 - RISQUES

9-1 Moyens de lutte contre l'incendie

Des extincteurs à poudre seront disponibles sur le site.

La défense en eau devra être réalisée conformément aux circulaires interministérielles n° 465 du 10 novembre 1951, du 20 février 1957 et circulaire du ministère de l'agriculture du 9 août 1967, à savoir :

- un poteau d'incendie de 100m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 l minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum devra être situé à une distance de 100m au plus des bâtiments en utilisant un chemin praticable.

D'une manière générale, en matière de prévention, l'établissement devra répondre aux dispositions de la section III du titre III du livre II (2eme partie) du Code du Travail.

9-2 Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières stockées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphère explosive ou émanation toxique). Une signalisation des zones à risque sera réalisée.

9-3- Matériel électrique de sécurité

Dans la zone de stockage des déchets ménagers spéciaux, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'installation; elles doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives:

Cependant, dans les parties de cette zone où les atmosphères explosives peuvent apparaître de façon épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques peuvent être constituées de matériel électrique de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendre ni étincelle ni arc, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.

9-4- Interdiction des feux

Il est interdit de fumer et d'apporter du feu sous une forme quelconque dans et à proximité des stockages de déchets ménagers spéciaux et de produits combustibles. Cette interdiction doit être affichée en limite de ce zones en caractères apparents.

9-5- Consignes de sécurité

Sans préjudice du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer:

- les précautions à prendre dans la manipulation des déchets industriels spéciaux,
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les zones prévues au point ci-dessus,
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc...

L'exploitant devra se conformer aux prescriptions édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. De plus, l'exploitant prendra toute disposition pour éviter les risques de chute des personnes sur le site.

Art. 10 - RESORPTION des DECHARGES BRUTES

L'ensemble des décharges brutes situées dans un rayon de 15 km autour de la déchetterie devra être fermé dans un délai de 18 mois à compter de l'ouverture de la déchetterie.

Les sites seront réhabilités dès leur fermeture.

Art. 11 - PUBLICITE

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de CALLAC pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affiché à la porte de la mairie de CALLAC pendant une durée d'un mois minimum. Un même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du SIVOM de CALLAC.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du SIVOM de CALLAC dans deux journaux d'annonces légales du département : Ouest-France et Télégramme.

Art. 12- VOIES DE RECOURS

Délais et voies de recours : art. 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Art. 13 - REMISE EN ETAT EN FIN D'EXPLOITATION

En fin d'exploitation, tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées.

Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux doivent être vidées, nettoyées, éventuellement dégazées ou décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées, elles doivent être rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

Art. 14 - APPLICATION

Le Secrétaire Général de la Préfecture des COTES-d'ARMOR,
Le Sous-Préfet de GUINGAMP,
Le Maire de CALLAC,
L'Ingénieur Sanitaire, Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- au Président du SIVOM de CALLAC pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police,
- ainsi qu'aux Maires de CALLAC, SAINT-SERVAIS pour information.

ST-BRIEUC, le 17 JUIN 1999

LE PREFET,
Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,

Pour copie certifiée conforme
L'Attaché, Chef de Bureau


Christian RAYMOND

Signé: Denis DOBO-SCHOENENBERG